

## Des syndicalistes vénézuéliens nous parlent

*Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes transmet les informations reçues de camarades syndicalistes du Venezuela. Avec le Venezuela, comme avec la Palestine, comme avec l'Ukraine, comme avec le Soudan, comme partout dans le monde, rien ne remplace le contact direct entre travailleurs·ses. Pour notre classe sociale, c'est la meilleure source d'information, le meilleur moyen de construire des luttes communes.*

### **Ce que disent les camarades du Comité National de Conflit des Travailleurs·ses en lutte :**

« En premier lieu, pour que les choses soient dites clairement, même si ce point est évident pour vous et pour nous : nous condamnons totalement l'intervention militaire étatsunienne.

Avant le 3 janvier, il y avait déjà eu 22 interventions armées des Etats-Unis envers le Venezuela. Le 3 janvier, aucune des trois forces militaires de l'Etat vénézuélien (aérienne, terrestre, maritime) n'a réagi. 150 avions US ont survolé la capitale, 15 hélicoptères US s'y sont posés, sans riposte. Cela laisse place à des interrogations... Depuis des années, le gouvernement nous racontait que la Russie nous protégerait en cas d'attaque impérialiste US !

Le constat est que le régime est toujours en place, la répression et les restrictions aux libertés aussi ; cela s'est même renforcé depuis le 3 janvier. Un nouveau décret a été publié, motivé par l'état d'urgence.

Le président des Etats-Unis se positionne en gendarme du monde. On sait bien que ce qui l'intéresse au Venezuela, ce n'est pas la démocratie, mais le pétrole ! Il faut comprendre une chose essentielle : même sous Chavez, et bien sûr aussi après Chavez, l'impérialisme US n'a jamais disparu de notre pays, les multinationales ont toujours été présentes au Venezuela. Chevron en est la figure de proue. Lorsque les syndicalistes du secteur pétrolier dénonçaient les cadeaux pétroliers faits à Cuba, à l'Iran, à la Russie ou à la Chine, ils/elles étaient taxés de suppôts de l'impérialisme ! Pour être en règle avec la Constitution, dans chaque contrat pétrolier il y a une entreprise vénézuélienne, mais toujours minoritaire, sous la coupe d'une multinationale. Les Etats russes et chinois ont beaucoup investi au Venezuela. Nous sommes aujourd'hui au milieu de la lutte et des accords entre les impérialistes étatsunien, russe et chinois !

Sous couvert d'anti-impérialisme, le groupe dirigeant qui était au gouvernement, et qui l'est toujours, est devenu pro-impérialiste. L'absence de riposte à l'intervention militaire du 3 janvier, la poursuite du gouvernement via celle qui était vice-présidente, montrent l'accord tacite avec les Etats-Unis.

C'est sûr que certaines personnes dans le pays espéraient une intervention extérieure de ce type pour que soient rétablies les libertés. Ce n'est pas notre position, ce n'est pas l'intérêt de la classe ouvrière. Comme dit précédemment, ce n'est pas du tout l'objectif de l'intervention US, et ce n'est pas, non plus, ce que veut faire le gouvernement validé par les Etats-Unis. Par ailleurs, on ne peut pas accepter le principe même d'une intervention militaire impérialiste.

En tant que travailleurs, travailleuses, syndicalistes, quelles sont nos priorités ? On doit continuer la lutte pour la démocratie, pour la libération de toutes les prisonnier·es politiques, pour les droits des travailleurs et travailleuses, et pour le respect du droit à l'autodétermination des peuples, dont le nôtre.

Il faut donner quelques éléments concrets aux camarades d'autres pays pour qu'ils et elles comprennent bien notre situation, la situation de la classe ouvrière vénézuélienne, dans la suite de ce que nous avons pu déjà exprimer lors de la rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, en novembre 2025 :

- en 2018, il y a eu des mesures austéritaires très fortes, sous le nom de « programme de récupération, croissance et prospérité économique ». Cela s'est traduit par une interdiction des augmentations de salaire, alors que les prix ont été libérés.
- le salaire officiel est de moins d'un dollar par mois ! C'est le coût de deux litres d'essence. Il y a des primes, en général comprises entre 120 et 150 dollars. Il n'y a pas d'augmentation de salaire depuis des années.
- Dans le secteur pétrolier, depuis 4 ans la convention collective n'a pas été revue ; c'est une des exigences des multinationales qui est ainsi satisfaite.

- On a gagné beaucoup de dossiers juridiques : pour le paiement de salaires non payés, à la suite de licenciements injustifiés, pour exiger des réintégrations, etc. : Mais les entreprises publiques ne respectent pas ces décisions et le gouvernement a laissé faire. Depuis le 3 janvier, on a l'impression que des consignes ont été données pour que les décisions mêmes soient contraires aux demandes légitimes des travailleurs et travailleuses.
- Rien que dans le secteur du pétrole, il y a 120 travailleurs en prison, sans même aucun acte d'accusation ; la répression antisyndicale, anti-ouvrière est très forte : le décret de situation d'urgence légalise les arrestations extra-judiciaires. Les contrôles, par exemple, sur le contenu des téléphones personnels, se multiplient. L'armée accentue la pression dans les entreprises.

Plus que jamais, notre tâche est d'unifier la classe ouvrière, sur la base de ses revendications et de l'exigence de ses droits. Si [la "grande mobilisation nationale du 15 janvier"](#) est pour le moment suspendu, il y aura toutefois des actions dans les prochains jours, les prochaines semaines. Le soutien du syndicalisme international sera important pour nous.

L'internationalisme est aussi important vis-à-vis des millions de vénézuéliens et vénézuéliennes en exil. Les illusions sur l'intervention étatsunienne, « l'aide » des multinationales, doivent être combattues.

La loi prévoit un contrôle ouvrier dans les entreprises, un contrôle populaire des comptes publiques. Mais cela n'existe pas. C'est aussi sur ce genre de choses que nous devons mettre l'accent, pour montrer que l'issue à la pauvreté, à la répression, etc., que nous vivons depuis des années, n'est pas dans le capitalisme des multinationales ou les interventions impérialistes.

On doit continuer les discussions avec nos collègues, nos voisins et voisines, faire en sorte que le plus grand nombre partage nos positions : défense des revendications ouvrières, libération des prisonniers et prisonnières politiques, respect des libertés, dénonciation des impérialismes !

<p><b>International Labor Network of Solidarity and Struggle</b>  <b>Réseau Syndical International de Solidarité et de Lutte</b>  <b>Rede Sindical Internacional de Solidariedade e de Luta</b>  <b>Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Lucha</b>  <b>Rete Sindicale Internazionale di Solidarietà e di Lotta</b>  <b>الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال</b>  <b>Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes</b></p>	
---	---